



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.5/1999/9
26 octobre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
Trente-septième session
9-19 février 1999
Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire*
Questions relatives aux programmes et autres
questions : Institut de recherche des
Nations Unies pour le développement social

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche
des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement social, à sa trente-septième session, le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, portant sur la période 1997-1998.

* E/CN.5/1999/1

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	1 - 11
II. NOUVEAU PROGRAMME DE RECHERCHE	12 - 58
A. Mondialisation et citoyenneté	12 - 17
B. Technologies de l'information et développement social	18 - 26
C. "Genre", pauvreté et bien-être	27 - 36
D. Les entreprises responsables d'un développement durable	37 - 41
E. Réforme du secteur public et Etats en crise . . .	42 - 46
F. Initiatives de la base et réseaux du savoir pour une réforme agraire dans les pays en développement . .	47 - 52
G. Emergence d'un tourisme de masse aux niveaux national et régional dans les pays en développement	53 - 54
H. Recherche appliquée sur le système de points focaux pour les questions relatives à l'égalité des sexes de l'Organisation internationale du Travail . . .	55 - 58
III. PROGRAMME DE RECHERCHE EN COURS	59 - 95
A. Projet concernant les sociétés déchirées par la guerre	59 - 74
B. Vulnérabilité et stratégies de survie au Cambodge	75 - 79
C. Suivi du Sommet mondial pour le développement social	80 - 95
1. Vers un meilleur agenda social : deux ans après Copenhague	80 - 87
2. Recherches, échanges et action sur le développement social en Afrique subsaharienne	88 - 90
3. Points de vue des collectivités sur la direction des affaires urbaines	91 - 95

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
IV. OPÉRATIONS ET FINANCES	41 - 46
A. Publications	96 - 97
B. Diffusion	98 - 103
V. CONSEILS ET CONSULTATIONS	104 - 106
VI. PROGRAMME DE STAGIAIRES	107 - 108
VII. SITUATION FINANCIÈRE	109 - 110

I. INTRODUCTION

1. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a été établi en 1963 en vue "de procéder à des recherches sur les problèmes et politiques de développement social et les rapports entre divers types de développement social et de développement économique à des stades différents de l'expansion économique". Depuis les années 60, ses objectifs, sa démarche et la portée de ses activités ont évolué. A l'origine, l'Institut s'attachait surtout à améliorer les statistiques sociales et à analyser la relation entre le développement social et le développement économique, en partant de l'hypothèse que le développement social découlait automatiquement de la croissance économique et de la modernisation.

2. Tout au long des années 70 et 80, l'Institut a élargi sa vision du développement social pour englober certaines questions comme l'inégalité, la discrimination, les mouvements sociaux et la participation, en plus des thèmes traditionnels liés aux politiques sociales et à la planification dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les statistiques sociales. L'Institut s'est efforcé d'adopter une démarche intégrée et multidisciplinaire dans ses recherches sur le développement social, s'intéressant avant tout à la nature des processus de décision, aux forces sociales souvent conflictuelles et à la question de savoir qui sont les gagnants et les perdants du changement économique et social. Ces préoccupations ont tenu une place de premier ordre dans les grands programmes de recherche de l'Institut sur les répercussions sociales de la Révolution verte, le rôle des coopératives dans le développement, les réfugiés, la participation populaire et les problèmes de sécurité alimentaire.

3. Depuis la fin des années 80, l'Institut a considérablement élargi la portée et les objectifs de ses activités. En 1993, il avait doublé le nombre de ses programmes de recherche, qui concernaient environ 70 pays. Durant les années 90, sans s'écarter de ses principaux objectifs, à savoir la promotion de recherches comparatives entre pays sur les problèmes et enjeux critiques du développement social, l'Institut a diversifié ses fonctions pour s'adapter à l'évolution des besoins et des possibilités.

4. Il a développé ses activités de recherche appliquée pour mieux répondre aux besoins des décideurs et de la communauté internationale du développement. Ainsi, l'Institut accorde une grande importance à la nécessité de rapprocher les divers acteurs sociaux et politiques pour débattre des grandes questions du développement social. Dans le cadre d'ateliers, de séminaires et de conférences, il encourage le dialogue entre décideurs, donateurs, universitaires, représentants d'ONG et militants de la base.

5. L'accent mis sur la recherche appliquée a amené l'Institut à apporter sa contribution aux conférences mondiales sur les problèmes de développement qui se sont tenues récemment à Rio de Janeiro, Copenhague, Beijing et Istanbul. Par ailleurs, il collabore plus régulièrement avec les autres organismes des Nations Unies, en élaborant des rapports spéciaux, en participant à des groupes consultatifs de haut niveau et en réalisant des programmes de recherche communs. Des travaux consultatifs du même type sont réalisés avec plusieurs autres organisations multilatérales et bilatérales, gouvernements, ONG, instituts de

recherche et universités. On trouvera dans les pages qui suivent une liste des activités récentes de consultations et de conseils.

6. Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut en 1997 et 1998. Il est présenté à la Commission du développement social conformément au mandat défini dans la circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/126, en date du 1er août 1963), aux termes de laquelle le Conseil d'administration doit notamment présenter régulièrement à la Commission "un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Institut".

7. La période 1997-1998 a été une période de transition pour l'Institut. Tout d'abord, il a changé de directeur. Après dix années de service, M. Dharam Ghai a pris sa retraite en décembre 1997. Le nouveau Directeur, M. Thandika Mkandawire, a été nommé par le Secrétaire général le 24 décembre 1997 et a pris ses fonctions le 1er mai 1998. Ensuite, l'Institut s'est consacré au cours des deux dernières années à la mise au point d'un nouveau grand programme de recherche. A la fin de 1996, plusieurs projets de recherche engagés les années précédentes étaient pratiquement achevés. Tout en continuant de publier l'important volume de documents de synthèse (Discussion Papers), articles et ouvrages produits dans le cadre de ces projets, l'Institut a commencé d'envisager ses initiatives futures et de définir les domaines spécifiques dans lesquels il pourrait apporter une contribution utile durant les prochaines années.

8. L'exercice biennal 1997-1998 a été marqué par le lancement de grands programmes de recherche sur les technologies de l'information et le développement social; le "genre", la pauvreté et le bien-être; la responsabilité des entreprises en matière de développement durable; la réforme du secteur public et les Etats en crise et l'émergence d'un tourisme de masse aux niveaux national et régional dans les pays en développement. A la demande du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), l'Institut a aussi établi un programme sur les initiatives de la base et les réseaux du savoir pour une réforme agraire dans les pays en développement. En outre, à la demande de l'Organisation internationale du Travail (OIT), il a réalisé des recherches appliquées sur le système de points focaux pour les questions relatives à l'égalité entre les sexes mis en place par cette Organisation. En outre, dans le cadre de l'effort général qu'il déploie pour favoriser une approche du développement davantage fondée sur le respect des droits, l'Institut a parrainé plusieurs conférences et documents sur le thème de la mondialisation et de la citoyenneté.

9. En outre, l'Institut a continué d'appuyer les activités de suivi du Sommet mondial pour le développement social. Dans cette optique, ses agents ont notamment contribué à des réunions et discussions parrainées par diverses ONG, organismes et gouvernements. En juillet 1997, l'Institut a lui même parrainé une grande conférence publique intitulée : "Vers un meilleur agenda social : deux ans après Copenhague", qui s'est tenue parallèlement aux réunions du Conseil économique et social, à Genève. Sept autres réunions internationales ont été parrainées par l'Institut au cours de la période 1997-1998, ainsi que plus d'une douzaine d'ateliers et de séminaires.

10. L'évolution la plus importante dans le domaine de la diffusion a sans doute été la reconception et l'amélioration du site Web de l'UNRISD (<http://www.unrisd.org>). UNRISD ON-LINE contient maintenant 73 publications, reproduites dans leur intégralité, donne des informations résumées sur tous les programmes de recherche, reprend les points forts des conférences et présente les lettres d'information. Durant l'exercice 1997-1998, 14 ouvrages ont été copubliés avec des éditeurs universitaires ou commerciaux et trois monographies ont été imprimées par l'Institut. En outre, celui-ci a publié 17 Discussion Papers et huit documents spéciaux. Le rapport de l'Institut pour le Sommet mondial pour le développement social, Etats en désarroi : les effets sociaux de la mondialisation, publié initialement en anglais, en espagnol et en français, a été traduit en arabe, en chinois, en coréen et en russe.

11. On trouvera ci-dessous davantage d'informations sur toutes les activités de l'Institut. Le rapport commence par une vue d'ensemble des progrès réalisés dans la mise au point du nouveau programme de recherche de l'Institut.

II. NOUVEAU PROGRAMME DE RECHERCHE

A. Mondialisation et citoyenneté

12. En 1995, le rapport établi par l'Institut pour le Sommet mondial pour le développement social, Etats en désarroi : les effets sociaux de la mondialisation, s'achevait sur une question qui se faisait l'écho des préoccupations de plus en plus souvent exprimées de par le monde : les nettes tendances à la polarisation des quelques dernières décennies peuvent-elles être contrées par de nouvelles approches réaffirmant les droits fondamentaux de chaque être humain dans les domaines civil, politique et socio-économique.

13. Cette question revêt encore plus d'acuité depuis le Sommet. Ces dernières années, une nouvelle approche des problèmes de développement fondée sur la reconnaissance des droits s'est imposée, nombre des victimes de la restructuration économique ou de diverses formes de discrimination exigeant que leur dignité et leur individualité soient pleinement respectées. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a récemment renforcé cette tendance en demandant que le respect des droits de la personne humaine constitue désormais partie intégrante de toutes les activités de programme des organismes des Nations Unies. La définition et la protection des droits socio-économiques, en plus des droits civils et politiques fondamentaux, revêtent une importance accrue dans cette optique.

14. Durant l'exercice biennal 1997-1998, l'UNRISD s'est employé dans le cadre de son programme sur la mondialisation et la citoyenneté à favoriser de plusieurs manières la prise en compte des droits dans l'action en faveur du développement. Ce programme a permis tout d'abord d'analyser les mutations sociales et économiques rapides, regroupées aujourd'hui sous le terme générique de mondialisation, qui ouvrent pour beaucoup de nouvelles perspectives, mais constituent aussi la toile de fond d'un phénomène de plus en plus marqué de polarisation et d'exclusion en cette fin de siècle. Il a donné ensuite la possibilité de transcender le discours sur les droits de l'homme proprement dits, pour bien faire comprendre l'enjeu que représentent la définition et la

/...

protection de ces droits du point de vue de la construction et de la défense de la citoyenneté. Associer le concept de citoyenneté à la lutte pour les droits (aux niveaux local, national, régional et mondial) peut faire prendre davantage conscience des aspects institutionnels et politiques de tout système viable de protection des droits. Dans le cadre du combat mené actuellement pour permettre à chaque être humain de vivre dans la dignité, il ne s'agit pas simplement de proclamer les droits mais aussi d'établir des structures politiques et un ensemble d'institutions efficaces et légitimes, seules à même de les garantir. En outre, le maintien de ces institutions, avec les valeurs qu'elles supposent, est l'essence même de la citoyenneté.

15. Les travaux menés à l'Institut sur la relation entre la mondialisation et la citoyenneté ont commencé par l'organisation de deux conférences, la première qui a eu lieu à Genève en décembre 1996 et la deuxième à Melbourne (Australie) en mai 1997. Lors de la réunion de Genève, l'accent a été mis sur les problèmes macro-théoriques et conceptuels, résumés dans un rapport de conférence distribué à l'automne de 1997¹. A Melbourne, les débats ont porté plus précisément sur la relation entre la mondialisation et l'établissement ou la protection des droits du citoyen dans la région Asie Pacifique.

16. Plusieurs documents de la conférence de Genève seront publiés dans le magazine Citizenship Studies alors que les contributions à la réunion de Melbourne seront rassemblées dans un livre en 1999². En outre, plusieurs documents présentés à la conférence de Genève ont été traduits en espagnol aux fins de leur inclusion dans un ouvrage sur la mondialisation et les droits de l'homme destiné au public latino-américain. Des essais spéciaux concernant l'Amérique latine seront consacrés à la libéralisation économique et à la protection sociale dans cette région, ainsi qu'aux droits des enfants et des adolescents. Ce volume sera copublié avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

17. Après la conférence de Melbourne, des chercheurs et des militants de la région Asie-Pacifique sont aussi convenus de préparer une série de monographies sur les débats consacrés à la citoyenneté dans les divers pays de cette région. Ils se sont intéressés en particulier aux interactions entre les aspects économiques, sociaux et culturels de la mondialisation, d'une part, et les formes traditionnelles et modernes de solidarité et d'identité, de l'autre.

B. Technologies de l'information et développement social

18. À l'heure où le monde est confronté à d'immenses problèmes sociaux, les espoirs de progrès dépendent pour beaucoup du potentiel de développement offert par les nouvelles technologies de l'information. Cependant, les avancées technologiques ne seront pas suffisantes en elles-mêmes pour améliorer les conditions de vie de la plupart des populations du Tiers monde. En fait, sauf à donner aux groupes relativement plus désavantagés les moyens d'utiliser de façon constructive les technologies de l'information, la révolution numérique pourrait bien accélérer un processus déjà alarmant de polarisation et d'exclusion.

19. Quelles sont les innovations sociales, économiques, politiques et institutionnelles nécessaires pour créer un environnement dans lequel ces technologies pourront être exploitées pour améliorer la situation des groupes

les plus défavorisés du monde en développement? Quels sont les principaux aspects d'une stratégie de promotion d'une société intégrée de l'information, au lieu de la division actuelle entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas accès à l'information? Le programme de l'Institut relatif aux technologies de l'information et au développement social doit favoriser l'étude de ces questions, grâce à des actions allant de recherches sociales sur le terrain dans les villages et les communautés urbaines du Tiers monde jusqu'à des débats sur les mesures à prendre aux niveaux national et international.

20. Les travaux dans le cadre du programme ont commencé au début de 1997. Depuis lors, les agents de l'Institut ont établi des liens avec plusieurs institutions et individus s'occupant des conséquences sociales de la révolution numérique et ont engagé un large dialogue avec nombre d'autres interlocuteurs par le biais de l'Internet. On trouve désormais sur le site Web du projet (<http://www.unrisd.org/infotech>), des liens avec une importante collection d'études sur les relations entre les technologies de l'information et le développement social dans le Tiers monde, des informations sur les conférences et les groupes de discussion électroniques pertinents et des données sur le projet et ses activités. En outre, l'Institut a participé à des débats virtuels et traditionnels sur les conséquences sociales de l'avenir numérique, au moyen de présentations à TELECOM Inter@active, la cellule de Genève de l'Internet Society, et à l'Asia Internet Forum.³ Un bref article examinant certains des principaux problèmes posés par les technologies de l'information dans les pays en développement a été publié dans le magazine international de l'Internet Society⁴.

21. La première contribution importante du programme au débat international sur les technologies de l'information et le développement social a revêtu la forme d'une conférence, qui s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, les 22 et 23 juin 1998. Avec le concours du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Gouvernement suédois, l'Institut a accueilli une assemblée de deux cents personnes représentant un grand nombre d'intérêts et de points de vue : universitaires, militants locaux, représentants des ONG de développement et des organismes multilatéraux et bilatéraux, spécialistes des télécommunications et de l'informatique, et médias.

22. La conférence a débuté par un large examen des modifications sociales et économiques généralisées qui accompagnent, semble-t-il, la naissance de l'ère mondiale de l'information. Les débats ont ensuite porté sur l'analyse de situations concrètes dans lesquelles les autorités de pays du Tiers monde et de pays en transition se sont efforcées de mettre au point des stratégies nationales de l'information. Les voies choisies par l'Afrique du Sud et la Malaisie pour intégrer les technologies de l'information dans leur stratégie de développement ont fait l'objet d'une attention particulière. A la fin du premier jour, les participants ont analysé certains des principaux problèmes de politique internationale affectant la probabilité d'utiliser les nouvelles technologies de l'information de façon créative pour améliorer le sort des défavorisés. Parmi les exemples de problèmes pouvant retenir l'attention, on peut citer les accords visant à limiter l'utilisation de ressources physiques rares (comme les fréquences radio), à déterminer la nature de l'accès aux satellites et à créer des obligations contraignantes en matière commerciale et financière, négociés dans des organisations multilatérales stratégiques comme

l'Union internationale des communications (UIT) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les possibilités offertes par les technologies de l'information sont aussi assez fréquemment limitées de diverses manières par les accords conclus entre les emprunteurs et le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

23. La deuxième journée de la réunion a été consacrée aux initiatives particulières engagées pour exploiter les technologies de l'information de façon à améliorer le niveau de vie et défendre les droits de l'homme dans les pays en développement et les pays en transition. L'initiative de la Grameen Bank visant à équiper les femmes rurales de téléphones mobiles ainsi que l'établissement de télécentres dans les zones rurales du Mexique et dans les zones urbaines de l'Afrique du Sud ont constitué des études de cas utiles. Les participants à la conférence ayant l'expérience d'autres types de programmes dans d'autres pays ont enrichi les débats et contribué à appeler l'attention sur les éléments de la politique des pouvoirs publics, de l'organisation des projets et de l'engagement collectif qui favorisent un certain succès ou rendent des progrès possibles. Ils ont aussi noté les facteurs techniques et économiques qui déterminent, semble-t-il, le succès ou l'échec. Les enseignements tirés de cette session ont, entre autres, contribué à une meilleure compréhension des arrangements institutionnels qui facilitent la conception et la mise en oeuvre de programmes locaux efficaces en faveur des groupes défavorisés.

24. La dernière session de la conférence a été consacrée à l'étude des relations entre les nouvelles technologies de l'information, la démocratisation et la défense des droits de l'homme. Pour orienter les débats, les participants ont entendu un exposé sur le rôle de l'Internet dans la promotion de la démocratie en Russie, suivi d'une analyse comparative des utilisations des technologies de l'information pour renforcer la société civile au Brésil et au Viet Nam.

25. Plusieurs questions fondamentales ont été examinées durant cette session. Quelles sont les conditions dans lesquelles les nouvelles technologies deviennent des instruments efficaces pour l'habilitation de divers groupes? Comment les réseaux locaux peuvent-ils avoir accès aux nouvelles infrastructures de l'information et comment apprennent-ils à s'en servir? Comment ces nouveaux instruments complètent-ils les formes plus traditionnelles de communication (radio, téléphone, télévision)? Quelles sont les adaptations techniques qui augmentent la probabilité pour les secteurs relativement marginalisés de la société de faire entendre leur voix? Quels problèmes réglementaires semblent avoir une incidence particulièrement directe sur le rôle des réseaux électroniques dans les processus de démocratisation et de défense des droits de l'homme?

26. La réunion s'est achevée sur un débat général des problèmes soulevés durant les deux jours précédents et sur les orientations possibles des recherches futures. La conférence a été filmée et la vidéo est aujourd'hui disponible sur le site Web de l'UNRISD. Les documents de conférence sont aussi accessibles en ligne. Un rapport sur la réunion est en cours d'élaboration en vue de sa présentation à la fois sur le site Web et en tant que rapport de l'UNRISD de la conférence.

C. "Genre", pauvreté et bien-être

27. Ce projet est entrepris au moment même où la réduction de la pauvreté réapparaît parmi les préoccupations de développement international. Comme l'ont avancé un grand nombre d'observateurs, le "nouveau consensus sur la pauvreté", avec sa double stratégie de croissance intensive en main-d'oeuvre et d'amélioration des services sociaux, offre un instrument puissant et assez souple pour lutter contre la pauvreté. Cependant, ce nouveau consensus souffre encore de plusieurs lacunes importantes, entres autres l'impuissance à traiter adéquatement la différenciation entre les sexes et à comprendre les différences entre la dynamique de la pauvreté chez les hommes et les femmes. Le programme de l'UNRISD sur le "genre " et la pauvreté, qui a été lancé en 1997, devait s'attaquer à ces lacunes, afin d'améliorer à la fois la rigueur analytique et les bases empiriques du traitement des problèmes de différenciation entre les sexes dans le cadre des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté.

28. Durant la première année du projet, l'UNRISD a demandé que soient réalisées à la fois des études thématiques et des études de cas par pays sur différents aspects du lien entre la différenciation entre les sexes et la pauvreté. Ces documents ont été présentés lors d'un séminaire international organisé conjointement par l'Institut et par le Centre des études de développement à Trivandrum (Inde) du 24 au 27 novembre 1997. Les principales conclusions figurant dans les documents ou formulées au cours des discussions sont résumées ci-après.

29. Indicateurs de bien-être. Premièrement, il paraît nécessaire de s'interroger sur le principe largement admis selon lequel la femme se trouverait pour des raisons historiques en position de faiblesse , quel que soit son lieu d'habitation et quelle que soit sa culture, et également de se garder contre la propension à négliger les domaines où l'homme se trouve défavorisé. Les rares données dont on dispose sur les ménages ne montrent pas toujours que les garçons et les hommes ont une situation nutritionnelle favorable. Même dans le nord ouest de l'Inde, par exemple, des études réalisées au niveau des villages montrent que certains groupes d'hommes adultes sont davantage vulnérables à la maladie et ont une plus faible capacité de travail que les femmes en raison de leur maigreur ("dépérissement"), alors que leurs épouses risquent d'avoir un faible taux de reproduction en raison d'une nutrition insuffisante durant l'enfance ("rachitisme")⁵. L'âge et le sexe interagissent de façon complexe et, pour comprendre les désavantages des uns et des autres, il faut se placer dans une perspective dynamique des cycles de vie des hommes et des femmes.

30. Un autre problème, de caractère méthodologique, tient aux difficultés d'utilisation de normes non ventilées par sexe, en matière de nutrition, d'anthropométrie et de santé, pour la mesure et l'interprétation de la sexospécificité. Ce problème n'est nulle part plus visible que dans les efforts faits pour comparer la capacité des femmes et des hommes de réaliser physiquement un travail ardu et ses liens avec le bien-être⁶.

31. Après avoir examiné plus de vingt indicateurs différents du bien-être - leur disponibilité, leur mesurabilité et leur interprétabilité -- l'un des documents de synthèse⁷ concluait que le rapport des filles survivantes aux garçons survivants dans les groupes d'âge de 0 à 4 ans et de 5 à 9 ans est

/...

probablement l'indicateur le plus fiable des différences entre les sexes en matière de santé et de bien-être. Une conclusion controversée qui peut être tirée de ce document est que les indicateurs nutritionnels, qu'il s'agisse de l'apport alimentaire ou des mesures anthropométriques, ne sont pas fiables pour évaluer les écarts entre les sexes en matière de bien-être en raison des difficultés rencontrées pour fixer des normes et des seuils, des compétences requises des enquêteurs et de la longueur et du coût des enquêtes.

32. Une conclusion générale que l'on peut tirer du séminaire est que, même les indicateurs les plus sensibles du bien-être ventilés par sexe, qui peuvent être utiles pour faire apparaître les distorsions, ne disent rien ni quant à la signification sociale de ces distorsions ni quant aux processus sociaux qui les génèrent. Il est indispensable de disposer de données qualitatives pour comprendre les mécanismes sociaux contribuant à la pauvreté et au dénuement et pour élaborer des politiques susceptibles d'apporter une solution à ces problèmes. Cependant, il est très difficile de placer l'analyse générale, de caractère essentiellement quantitatif, dans une optique qualitative, comme le montre l'étude critique des Evaluations de la pauvreté de la Banque mondiale⁸.

33. "Genre", réforme agraire et micro-crédit. Les débats consacrés aux femmes et à la réforme agraire ont été axés sur les tensions inévitables entre, d'une part, des impératifs d'action qui exigent des résultats rapides et, de l'autre, de difficiles problèmes sociaux qui ne peuvent être résolus rapidement. Les stratégies de lutte contre la pauvreté qui mettent en avant le transfert d'actifs aux pauvres, comme si les actifs étaient neutres du point de vue des sexes, ne permettent généralement pas de prendre en compte la relation, différente de celle des hommes, que les femmes peuvent avoir la propriété. Les femmes, placées dans des situations concrètes différentes, auront vraisemblablement une optique différente de l'accumulation du capital. Or, étant donné que les hommes dominent les marchés et les institutions agricoles, il serait peut-être important que les groupes de sensibilisation pensent non seulement à renforcer l'accès des femmes à la terre mais aussi à concevoir d'autres stratégies pour favoriser l'accès des femmes aux actifs.

34. De même, il importe de remettre en question la sagesse traditionnelle en matière de micro-crédit, qui implique parfois qu'il s'agit là du "remède miracle" à la pauvreté mondiale. En fait, le micro-crédit n'est peut-être pas toujours la solution la mieux adaptée pour les femmes qui n'ont pas d'actifs et les pauvres (contrairement aux femmes mieux nanties), compte tenu de leur accès insuffisant aux ressources complémentaires comme le capital, la terre, l'information et les voies de commercialisation. Les données sur le micro-crédit montrent aussi qu'une proportion importante des femmes venant de ménages pauvres et dénués d'actifs sont réticentes à emprunter. Pour les femmes plus nanties, on a pu constater que les programmes de micro-crédit ont eu des résultats positifs et des conséquences au niveau de l'égalité entre les sexes. Cependant, même dans ce cas, les résultats sont contradictoires : la pression que représente le remboursement des prêts de façon régulière (sur une base hebdomadaire) a mis à très rude épreuve les relations entre les femmes emprunteurs (qui sont responsables des remboursements) et leurs maris (qui parfois contrôlent les prêts), entre les femmes emprunteurs qui sont organisées en groupes ainsi qu'entre les femmes emprunteurs et les responsables des programmes chargés de collecter les paiements hebdomadaires.

35. Cinq des études demandées sur l'égalité entre les sexes et la pauvreté ont été publiées comme Discussion Papers de l'UNRISD⁹. Un ouvrage rassemblant onze des documents demandés et un chapitre présentant une vue d'ensemble de la question est aussi en cours de préparation en vue de sa publication. En outre, un rapport analytique sera établi sur le séminaire.

36. A la fin de 1998, des propositions de recherche sur le terrain étaient examinées et des sites de recherche discutés. Les recherches au niveau des pays devraient commencer entre le début et le milieu de 1999.

D. Responsabilité des entreprises en matière de développement durable

37. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, lors de laquelle un groupe de sociétés transnationales a joué un rôle actif dans l'élaboration d'Action 21, les grandes entreprises s'associent toujours plus étroitement à l'objectif de promotion d'un développement durable. Un grand nombre d'entre elles ont aussi encouragé une diminution du rôle de la réglementation publique au profit de l'auto-réglementation afin de favoriser une plus grande responsabilisation sociale et environnementale du monde des entreprises. Cependant, la question de savoir si des systèmes de gestion des ressources plus efficaces écologiquement et l'auto-réglementation contribuent de façon significative au développement durable, en particulier dans les pays en développement, fait toujours l'objet d'un large débat.

38. Ce programme de recherche et de dialogue, lancé en janvier 1997 vise à (a) examiner le rôle des grandes entreprises dans la promotion de la protection de l'environnement et du développement social; (b) évaluer le bien-fondé des affirmations des grandes entreprises qui prétendent encourager activement le développement durable et (c) mettre en évidence les orientations d'action et les contextes politiques qui favorisent la responsabilisation environnementale et sociale des entreprises.

39. En septembre 1997, l'UNRISD et l'Universidad Nacional du Costa Rica ont coorganisé un séminaire international sur la responsabilité des entreprises dans la protection de l'environnement dans les pays en développement. Cette réunion de quatre jours a rassemblé des universitaires, des ONG, des représentants d'organismes internationaux et d'associations commerciales qui ont passé en revue les actions menées en faveur de l'environnement par les entreprises opérant dans les pays en développement.

40. Le séminaire a commencé par une session au cours de laquelle les différentes parties prenantes ont présenté leurs points de vue sur les possibilités et les limites de ces actions. Cette session a été suivie d'une session sur les orientations et les politiques favorisant l'environnementalisme des entreprises. Les participants se sont intéressés surtout aux rôles respectifs de la réglementation publique, du comportement citoyen et de l'auto-réglementation des entreprises; les rôles que les groupes de pression et les associations de consommateurs et d'écologistes ont joué dans les préoccupations écologiques des entreprises et l'apparent passage de la confrontation au "partenariat" qui a caractérisé les relations entre les entreprises et les ONG dans certains pays. Le séminaire a aussi examiné la contribution des entreprises à la protection de l'environnement dans certains pays en développement, en

/...

prêtant attention en particulier à l'expérience du Costa Rica. Lors d'une session finale ont été mis en évidence les problèmes clés et les méthodes les mieux adaptées à des recherches futures dans les pays en développement.

41. Un rapport sur la réunion peut être obtenu auprès de l'UNRISD sous forme papier et peut être aussi trouvé sur le site Web de l'Institut. Les documents du séminaire seront publiés à la fin de 1998 dans un volume spécial, intitulé provisoirement "La responsabilité des entreprises et la protection de l'environnement au Sud". Une version abrégée en espagnol est aussi en cours d'élaboration. En outre, des financements sont actuellement recherchés pour une série d'études de cas qui examineront de manière plus approfondie les possibilités et les limites de l'action des entreprises en faveur de l'environnement.

E. Réforme du secteur public et États en crise

42. Ce projet examine les principales réformes du secteur public dans les pays souffrant de crises économiques prolongées et d'instabilité politique. Il concerne essentiellement les problèmes de gouvernance macro-économique; la dépendance à l'égard de l'aide et la capacité de l'Etat; ou les stratégies de survie et l'administration publique; la décentralisation budgétaire et politique; les groupes d'intérêt et l'élaboration des décisions et le partage du pouvoir en tant que mode de répartition et de gestion de l'autorité publique.

43. En 1998, dix documents ont été demandés dans le cadre du programme. Ils sont divisés en deux groupes, comme on peut le voir ci-après.

44. Le premier groupe de cinq études est axé sur les aspects socio-économiques de la réforme. L'une d'entre elles présente une vue d'ensemble et une critique de la nouvelle théorie de la gestion publique; trois examinent le rôle que peuvent jouer les organismes d'aide bilatéraux pour appuyer les réformes du secteur public dans les Etats en crise, alors qu'une autre est consacrée aux initiatives de la Banque mondiale et du PNUD. Les rapports sur les organismes bilatéraux comprennent des analyses des programmes d'aide britanniques, canadiens et scandinaves dans la mesure où ils intéressent la gouvernance macro-économique et la capacité de la puissance publique dans les pays bénéficiaires. Chacun examine trois grands thèmes : les effets de l'aide sur les déséquilibres macroéconomiques; la modification des structures d'incitation dans les bureaucraties des pays bénéficiaires et les problèmes liés à la coordination de l'aide et à la charge de travail administrative. Ces rapports devraient permettre de mieux comprendre la façon dont les différents organismes d'aide font face à l'incidence de leurs programmes sur les secteurs publics des Etats en crise. Il convient de noter que la dépendance à l'égard de l'aide - mesurée en termes d'apports d'aide par rapport au produit intérieur brut ou en termes d'apports d'aide par rapport aux recettes d'exportations - est extraordinairement forte dans les pays que le projet vise à étudier.

45. Le deuxième groupe d'études dont la réalisation a été demandée pour inaugurer le projet comprend aussi cinq rapports qui traitent des aspects socio-politiques de la réforme du secteur public. Les deux premiers concernent les effets de la libéralisation économique et de la démocratisation sur les programmes en cours de décentralisation politique et administrative ainsi que

les possibilités et les limites de la décentralisation budgétaire. Le troisième examine de nouveaux modes de répartition et de gestion de l'autorité publique, et le partage du pouvoir; le quatrième étudie les tendances récentes de la pluralité politique dans les organes législatifs et exécutifs des Etats en crise qui connaissent une transition vers la démocratie alors que le cinquième est consacré aux groupes d'intérêt et au processus d'élaboration des décisions. Ces documents devraient être prêts à la fin de 1998.

46. En outre, le coordonnateur du projet a établi un rapport empirique sur l'état actuel des réformes politiques dans les pays africains¹⁰. Ce document contient une analyse critique de nombreux ouvrages sur la démocratisation et examine en détail cinq éléments essentiels qui ont soutenu les processus de réformes politiques dans les pays africains : la constitutionnalité; la nature de la pluralité politique dans les branches législative et exécutive de l'Etat; les tendances des réformes électorales; la décentralisation et le partage du pouvoir. Le document souligne la nécessité d'analyser des processus politiques concrets au lieu de se contenter d'une discussion générale des conditions socio-économiques préalables à la démocratie dans la région. En fait, les différences entre les pays pour ce qui est des niveaux d'industrialisation, des modes de formation de l'Etat, des méthodes d'administration publique et du développement de classes sociales modernes n'ont pas été des déterminants importants des caractéristiques réelles du changement politique. La démocratisation est l'excroissance de phénomènes politiques - une fonction de la vigueur des partis d'opposition et différents groupes de la société, s'alliant souvent aux autorités des pays donateurs pour obliger les gouvernements en place à honorer les principes de base de l'opposition politique et à maintenir l'Etat de droit.

F. Initiatives de la base et réseaux du savoir pour la réforme agraire dans les pays en développement

47. Ce programme a débuté en avril 1997, avec le soutien financier partiel et la collaboration du FIDA. Il cherche à identifier et à documenter les activités des diverses organisations de la société civile s'occupant de la promotion de la réforme agraire ou de l'amélioration des régimes fonciers en faveur des segments les plus pauvres et les plus faibles de la population rurale dans différents contextes socio-économiques, politiques et écologiques. L'objectif du programme est non seulement de mettre en évidence ce que font les différentes parties prenantes, mais aussi d'étudier de plus près diverses expériences de réforme agraire et de sécurité des droits de propriété, de comprendre comment des groupes locaux ont été en mesure de faire valoir plus efficacement leurs intérêts et de trouver les moyens de diffuser et d'exploiter ce savoir au moyen de réseaux efficaces. Durant l'année écoulée, cinq séries d'activités ont été réalisées.

48. **Etablissement d'un réseau du savoir.** Pour faciliter l'échange d'idées et de données d'expérience enrichissantes, l'Institut a aidé le FIDA à établir un réseau du savoir sur la réforme agraire comprenant sept composantes régionales : Asie du Sud-Est/Pacifique; Asie du Sud; Proche Orient/Maghreb; Afrique australe; Afrique de l'Ouest/Afrique centrale; Amérique centrale/Caraïbes et Amérique du Sud. Cet effort a été suivi de la création de réseaux nationaux dans vingt-trois pays où la réforme agraire est un problème socio-économique et politique critique.

49. **Génération d'informations sur les initiatives de la société civile.** En avril 1997, l'UNRISD a envoyé un questionnaire demandant des informations sur les initiatives populaires et les projets lancés dans le domaine de la réforme agraire et de l'amélioration des régimes fonciers. Ce questionnaire a été distribué à 1 559 associations d'agriculteurs, organisations de développement rural, instituts de recherche, ONG et organismes gouvernementaux. Un grand nombre de ceux qui ont répondu ont fait part de leur intérêt pour ce projet et ont fourni des données utiles. Bien qu'elles oeuvrent souvent dans le domaine de la sensibilisation, les organisations de la société civile ont entrepris des tâches plus difficiles comme l'identification des bénéficiaires des mesures de redistribution des terres, la recherche de terres à vendre, la fourniture d'une aide juridique, la promotion des droits des populations indigènes et des femmes, le lancement de programmes d'épargne et de crédit ruraux, l'organisation des communautés de façon qu'elles utilisent les terres dans l'optique de la durabilité et l'établissement de contacts avec d'autres individus et groupes ayant les mêmes intérêts.

50. **Préparation des documents de synthèse par région.** Les coordonateurs des sept réseaux régionaux ont achevé des avant-projets de documents de synthèse. Malgré leur longueur et leur qualité très diverses, ces documents donnent des informations utiles sur les complexités historiques, sociales et politiques de la réforme agraire. Ils fournissent aussi des informations utiles sur le rôle des organisations de la base dans chaque région. En particulier, ils mettent en lumière une série d'efforts réalisés dans le domaine de la mobilisation populaire, de l'établissement de réseaux et de la mise en oeuvre effective de mesures spécifiques de réforme agraire.

51. **Etablissement de documents thématiques.** L'UNRISD a aussi fait établir des documents thématiques sur des questions comme le contexte historique de mouvements sociaux bien connus impliquant des paysans; le rôle de l'Etat dans la promotion de la réforme agraire, l'utilisation des mécanismes du marché pour la réalisation de la réforme agraire; la gestion des conflits agraires par les organisations de la base et l'aide juridique dans le contexte des réformes agraires. Plusieurs de ces documents sont publiés dans la série des Discussion Papers de l'Institut.

52. **Programme futur.** À partir des travaux réalisés au cours des douze derniers mois, un programme détaillé de recherches et d'actions futures a été élaboré. Ce programme prévoit l'examen des possibilités de mobilisation de la base pour la réalisation d'une réforme agraire plus complète dans les différents contextes. Il sera nécessaire d'étudier l'évolution actuelle de la capacité des organisations de la base d'encourager (a) la mobilisation politique et l'action directe, (b) la sécurité des droits de propriété, (c) la gestion des conflits, (d) le suivi et la défense des droits humains fondamentaux et des droits fonciers et (e) l'amélioration des structures de production et des modes de vie après la réforme. L'objectif est de générer des informations plus solides sur les mobilisations et initiatives locales ainsi que d'encourager le dialogue, l'établissement de réseaux, l'échange d'informations intéressantes et la planification de projets participatifs conduisant à une amélioration des relations foncières et des niveaux de vie en zones rurales. Parmi les autres activités, des recherches approfondies pourraient être réalisées dans plusieurs pays en développement et un nouveau bulletin sur la réforme agraire pourrait

être lancé. Ce programme de travail s'étendrait sur une période de trois années à compter de 1999.

G. Emergence d'un tourisme de masse aux niveaux national et régional dans les pays en développement

53. Ce projet examine les conséquences socio-économiques, culturelles et environnementales de l'émergence d'un tourisme de masse aux niveaux national et régional dans le Sud. Plus précisément, l'étude cherche à collecter, examiner et diffuser des informations détaillées sur la nature, l'ampleur et l'incidence du tourisme national et régional dans les différents contextes socio-économiques et environnementaux ainsi que sur divers groupes sociaux. Les tentatives concrètes faites pour formuler les politiques qui s'imposent face à ce tourisme de masse national et régional sont aussi évaluées. L'analyse des problèmes est particulièrement importante car le tourisme aux niveaux national et régional suppose vraisemblablement d'importants mouvements de personnes, qui risquent de mettre en danger la pratique d'un tourisme durable, écologique ou "géré". Le projet met en avant la nécessité de contrer les incidences plus négatives du tourisme de masse national et régional grâce à des campagnes d'information et de sensibilisation appropriées et des politiques du tourisme qui reflètent les besoins et les intérêts des touristes nationaux et régions ainsi que leur contribution potentielle à l'emploi local et à la production nationale.

54. En 1998, des documents d'information sur l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, le Nigéria, et la Thaïlande ont été achevés. Ces études documentent le développement du tourisme national et analysent son incidence sur l'économie, la culture, la vie politique et l'environnement au niveau national. Elles identifient aussi les lacunes des recherches et suggèrent des méthodes appropriées pour la réalisation d'éventuelles études par pays à l'avenir.

H. Recherche appliquée sur le système de points focaux pour les questions relatives à l'égalité entre les sexes de l'OIT

55. En 1997, le Conseil économique et social a recommandé l'intégration de la dimension féminine dans le courant dominant des politiques et programmes du système des Nations Unies. Cela a incité le Bureau de la Conseillère spéciale pour les questions concernant les travailleuses de l'Organisation internationale du Travail (OIT) (FEMMES), qui est responsable de l'intégration de la dimension féminine dans cette organisation, à examiner attentivement le système de points focaux pour les questions relatives à l'égalité entre les sexes. Etabli en 1989 dans tous les départements du siège et dans la structure locale, ce système soutient les efforts d'intégration de la dimension féminine dans toutes les activités de l'OIT, allant de la fixation de normes et d'activités de coopération technique à la réalisation de recherches et à la fourniture de conseils. Dans le cadre de ce processus d'examen, un projet conjoint de recherche appliquée a été élaboré par l'UNRISD et l'OIT pour étudier le rôle critique que les points focaux peuvent jouer dans l'intégration de la dimension féminine dans le courant dominant des politiques de développement et faire des recommandations pour renforcer le système conformément à la directive du Conseil économique et social. La participation de l'Institut à ces recherches s'inspire

des activités entreprises précédemment dans le cadre de la phase I du projet sur la coopération technique et la vie des femmes¹¹.

56. Les recherches comprenant des études théoriques, des questionnaires et des interviews approfondies avec les responsables des centres de l'OIT, d'autres agents et partenaires sociaux ainsi que des réunions consultatives régulières avec le Bureau de la Conseillère spéciale pour les questions concernant les travailleuses, ont commencé en février 1998 et devraient se terminer à l'automne de 1998. Elles devraient contribuer à alimenter la réflexion actuelle sur la stratégie d'intégration des femmes et le type de modifications institutionnelles et politiques qui contribuerait le mieux à cet objectif. Dans cette optique, deux séries principales de problèmes sont examinées.

57. **Arrangements institutionnels.** Dans le cadre de ces recherches, on élaborera un profil des points focaux (antécédents techniques/analytiques, statut professionnel et perspectives de promotion) et on examinera leur processus de sélection, leur localisation et leurs liens avec FEMMES et les autres points focaux, leurs connaissances des politiques et directives des organisations dans ce domaine ainsi que leurs responsabilités et fonctions (par exemple dans les domaines de la programmation, de la recherche, de l'élaboration de mesures et des ressources humaines), en veillant en particulier à déterminer la mesure dans laquelle ces différents aspects sont reflétés de manière exacte dans leurs descriptions de poste. Dans nombre de cas, les arrangements institutionnels, y compris les critères de sélection et de désignation des fonctions, semblent être essentiellement ponctuels, amenant à s'interroger sur l'adéquation des mécanismes établis pour faciliter l'intégration de la dimension féminine dans le courant dominant des politiques de développement.

58. **Mise en oeuvre.** Les recherches ne visent pas seulement à établir une description statique du système de points focaux. A l'occasion d'entretiens avec les intéressés et d'autres agents clés, on examinera en détail les processus actuels par lesquels l'intégration des femmes réussit, ou échoue. Les recherches récentes menées dans d'autres contextes institutionnels donnent à penser que l'on s'est peut-être trop intéressé par le passé aux structures/directives comme variables déterminant de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques et que l'on n'a pas prêté suffisamment attention à la façon dont les différents acteurs façonnent le contenu de la politique à chaque niveau.

III. PROGRAMME DE RECHERCHE EN COURS

A. Projet concernant les sociétés déchirées par la guerre

59. Lorsque le projet concernant les sociétés déchirées par la guerre a été lancé en 1994, il régnait un sentiment généralisé de désillusion quant à l'efficacité de l'action internationale face à des situations d'urgence et à des situations postérieures à des conflits complexes. Dans ce contexte, l'Institut a mis en place une expérience collective entre chercheurs et organismes bilatéraux et multilatéraux, afin de mettre en évidence les difficiles problèmes en jeu et d'étudier les approches novatrices de la reconstruction des sociétés déchirées par la guerre.

60. Quatre années et quatre projets de pays plus tard, le projet est proche de sa fin. On trouvera dans les paragraphes suivants une brève mise à jour des activités entreprises en Erythrée, au Mozambique, au Guatemala et en Somalie ainsi qu'une description des activités au niveau central.

61. **Erythrée.** Le projet en Erythrée a été achevé le 31 octobre 1997. Bien que des réflexions considérables aient été consacrées par les acteurs internes et externes à l'établissement d'un organe qui pourrait continuer d'appliquer l'approche et la méthodologie de l'Institut pour faciliter les recherches dans les domaines considérés comme d'une importance majeure pour la reconstruction du pays, rien ne s'est matérialisé. Néanmoins, les autorités se sont déclarées très intéressées par l'utilisation continue des méthodes employées par l'Institut en Erythrée et par l'expansion d'activités du même type dans la Corne de l'Afrique.

62. **Mozambique.** La dernière réunion du Groupe de projet, tenue le 27 avril 1998, a marqué la fin du projet au Mozambique et a donné l'occasion aux participants d'évaluer son incidence dans ce pays. Ils sont convenus que le projet avait fourni un espace informel dans le cadre duquel les acteurs internes et externes ont pu se rassembler et examiner les problèmes stratégiques de reconstruction et qu'il avait permis un échange d'idées entre les individus et organisations qui n'auraient pas autrement pu avoir lieu.

63. Un nouveau centre de dialogue sur les mesures à prendre est actuellement mis en place pour poursuivre les activités du type de celles entreprises dans le cadre du projet au Mozambique. L'objectif central de ce centre sera d'encourager le dialogue sur les politiques et les programmes de développement, sur la base de méthodes de recherche classiques et interactives. Plusieurs modalités de collaboration avec des institutions internationales sont actuellement étudiées.

64. **Guatemala.** Les recherches se sont poursuivies au Guatemala tout au long de 1997; à la fin novembre avaient été établis cinq documents contenant des recommandations concrètes sur les thèmes de la modernisation et du renforcement de l'Etat, du développement économique et social, de l'administration de la justice et de la sécurité civile, et du multiculturalisme¹². Ces documents ont été le fruit d'un consensus multisectoriel, auquel se sont joints des représentants des institutions gouvernementales, des partis politiques, des centres universitaires, des ONG et des membres de la société civile. Les documents ont été revus et approuvés à la troisième réunion du Groupe chargé du projet, le 10 novembre 1997.

65. Un rapport résumant les données d'expérience rassemblées dans le cadre du projet ainsi que les recommandations a été élaboré pour la dernière réunion du groupe chargé du projet¹³ le 12 mars 1998, qui a mis fin au projet Guatemala. Il a été convenu que des activités de suivi seraient menées par l'intermédiaire des réseaux universitaires et des projets des ONG. Le gouvernement envisagera également d'introduire une méthodologie interactive dans le Système de Conseils nationaux de développement, ce mécanisme devant permettre aux Conseils d'assumer leur rôle de promotion de la décentralisation et de la participation des citoyens au processus de planification du développement.

66. **Somalie.** Le programme de la Somalie, dont le Bureau de soutien est situé à Nairobi, a concerné trois régions du nord-est de la Somalie (Bari, Nugaal et Mudug) depuis le début de 1997. En août 1997, les chercheurs ont tenu une série de réunions avec les principaux acteurs internes et externes dans cette région, rassemblant d'importantes informations sur leurs différentes attitudes à l'égard des divers problèmes de reconstruction. Compte tenu de ces réunions, des projets d'évaluation des problèmes-clés auxquels étaient confrontées les différentes régions (notes régionales) ont été mis au point¹⁴. Ces évaluations ont constitué la base de larges consultations dans l'ensemble de la région nord-est de la Somalie, axées sur trois éléments fondamentaux : la reconstruction politique, économique et sociale.

67. Le programme pour la Somalie est entré dans sa principale phase de recherche le 15 mars 1998, après une réunion dans le nord-est du pays à laquelle ont participé un large éventail d'acteurs, y compris des représentants des administrations régionales, du Front démocratique de la Somalie, des dirigeants traditionnels et des fonctionnaires internationaux. Parmi les questions devant faire l'objet de recherches ultérieures on peut citer la reconstruction des institutions de base au niveau des administrations locales et régionales; l'intégration sociale des réfugiés et des personnes déplacées au niveau national; le rôle des divers acteurs dans la fourniture de services sociaux et la reconstruction économique.

68. On étend actuellement les activités du projet au-delà du nord-est. Après plusieurs missions exploratoires, un projet a été établi en août 1998 dans le nord-ouest (République autoproclamée de Somaliland).

69. Les efforts seront désormais axés sur la mise en place d'une structure locale plus autonome pour le programme somalien, qui revêtira probablement la forme d'une organisation indépendante de développement, gérée conjointement par les acteurs internes et externes. On s'attachera surtout à assurer une plus grande indépendance fonctionnelle des activités locales menées tant au nord-est qu'au nord-ouest de la Somalie et peut-être aussi, plus tard, dans le sud. Le Bureau de Nairobi devrait mettre fin à ses activités en décembre 1998 et ses fonctions pourraient être reprises par un organisme de tutelle.

70. **Les leçons à tirer.** Au cours de la dernière année du programme, on s'est attaché surtout à documenter l'expérience acquise dans le cadre du projet et à faire en sorte que les leçons tirées au niveau du pays soient plus largement accessibles. Cet exercice s'articule autour de trois pôles. Premièrement, on établira une série de documents analysant l'approche utilisée dans le cadre du projet et évaluant l'expérience acquise sur le terrain dans les quatre pays étudiés. Ces documents seront présentés lors d'une série de réunions régionales qui se tiendront entre octobre et novembre 1998. En outre, le projet copublice les matériaux intéressants produits par le personnel chargé du projet de pays. En Erythrée, au Mozambique et au Guatemala, un rapport parallèle à l'évaluation de pays est élaboré et sera publié à la fin de 1998.

71. Pour compléter ces documents de base sur les expériences concrètes menées dans le cadre des projets, deux documents thématiques ont aussi été rédigés, l'un sur les aspects macroéconomiques de la reconstruction après une guerre et l'autre sur le rôle des femmes dans les situations postérieures au conflit¹⁵.

On a aussi continué dans le cadre du projet à établir une lettre d'information, Challenge of Peace, ainsi que des mises à jour des recherches¹⁶ et à actualiser régulièrement le site Web du projet. En octobre 1997, une base de données contenant des références à plus de 1 500 documents et des résumés de ces documents sur la reconstruction après les conflits ont été postée sur l'Internet.

72. Pour ce qui est du deuxième pôle de sa stratégie de diffusion de l'information, l'UNRISD travaille en étroite collaboration avec les responsables et les acteurs opérationnels en vue de traduire les enseignements tirés du projet en instruments pratiques pour améliorer la formulation des politiques et la mise en oeuvre opérationnelle - notamment des recommandations, des directives opérationnelles et des manuels de formation.

73. Un séminaire s'est tenu à Addis Abeba du 30 mars au 3 avril 1998, afin de rassembler des représentants des quatre projets de pays pour discuter de leur expérience et des enseignements qu'ils ont tirés du projet dans une perspective comparative et d'analyser leur pertinence pour la Corne de l'Afrique avec des acteurs clés de cette région. Un deuxième séminaire a eu lieu ensuite avec des représentants de haut niveau des organisations internationales et des organismes de donateurs à Collex-Bossy, Genève, à la fin juin 1998, afin de revoir et de discuter certains enseignements du projet eu égard à l'expérience des participants et de commencer à traduire ces enseignements en instruments pratiques pour améliorer l'aide extérieure aux sociétés déchirées par la guerre.

74. Enfin, pour ce qui est du troisième pôle du programme de diffusion, le projet mettra au point des brochures, des articles, des communiqués de presse et des produits audiovisuels qui pourront être ciblés sur des audiences particulières. Une campagne de publipostage et une série de conférences régionales en Europe et en Amérique du Nord s'étaleront sur une période de plusieurs semaines à la fin de 1998.

B. Vulnérabilité et stratégies de survie au Cambodge

75. Ce projet reposait sur trois études interdépendantes. La première était consacrée à la sécurité alimentaire, la deuxième à la vulnérabilité psycho-sociale¹⁷ et la troisième au rôle des institutions internationales et nationales dans la transition vers la démocratie et l'économie de marché après des années de guerre, d'autoritarisme et d'isolationnisme international.

76. **Sécurité alimentaire.** Les travaux sur le terrain menés pour l'étude de la sécurité alimentaire, en coordination avec l'Institut cambodgien des ressources de développement, ont été achevés au milieu de 1997 et la conférence sur le projet final s'est tenue à Phnom Penh en octobre de la même année. Cette réunion de deux jours, au cours de laquelle ont été présentés des documents résumant les principales conclusions de l'étude, a regroupé environ 90 personnes des ministères, des ONG, des centres de recherche et des organisations multilatérales¹⁸. Des exposés ont aussi été présentés par les Sous-Secrétaires d'Etat à l'agriculture, au développement rural et à la santé ainsi que par plusieurs représentants des ONG et des organismes multilatéraux, qui ont passé en revue les conséquences politiques de cette étude.

77. Ces participants et d'autres ont noté que l'étude avait non seulement permis de rassembler des données de base importantes sur la sécurité alimentaire des ménages au Cambodge et joué un rôle utile dans la formation de chercheurs cambodgiens, mais qu'elle avait aussi stimulé des discussions et débats considérables dans les milieux chargés de la prise de décision. Il était important de savoir, par exemple, que la sécurité alimentaire des ménages était menacée parce qu'un grand nombre d'entre eux devaient consacrer des ressources à la santé au lieu de les consacrer à des dépenses alimentaires, dans un contexte où la situation sanitaire et les services publics de santé se sont dégradées. Il était utile en outre de rappeler que la politique de sécurité alimentaire ne doit pas être axée étroitement sur la production de riz, la consommation et les apports en calories correspondants, mais couvrir aussi la fourniture de services de santé, l'eau potable, l'assainissement, l'éducation, la génération de revenus et l'accès à la terre.

78. Le rapport final sur la sécurité alimentaire doit être publié à la fin de 1998 et paraîtra tant en anglais qu'en khmer au début de 1999.

79. **Transition et stratégie de développement.** Bien que l'étude sur la transition et la stratégie de développement ait été achevée au début de 1997, plusieurs événements dramatiques intervenus au Cambodge durant la période ultérieure font qu'il est indispensable de mettre à jour le rapport final avant sa publication. L'auteur est convenu de le faire et est retourné au Cambodge en septembre. Le rapport révisé¹⁹ sera copublié avec Brookings Institution Press en 1999.

C. Suivi du Sommet mondial pour le développement social

1. Faire progresser l'agenda social : deux ans après Copenhague

80. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social a été et continue d'être, étroitement associé aux travaux du Sommet mondial pour le développement social. Durant la phase préparatoire de 1994-1995, l'Institut a organisé deux conférences au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York (la première sur les conflits ethniques et la deuxième sur la restructuration économique et la politique sociale)²⁰. Ces rencontres ont coïncidé avec des réunions du Comité préparatoire et ont attiré un grand nombre de membres des délégations, des ONG ainsi que d'universitaires. En outre, plusieurs documents d'information et de documents spéciaux de l'Institut, fournissant une analyse des problèmes sociaux actuels, ont été largement distribués aux participants au processus préparatoire. Ils peuvent maintenant être consultés en ligne, sur le site Web de l'Institut. En outre, l'Institut a établi un rapport très commenté pour le Sommet mondial pour le développement social, intitulé *Etats en désarroi : les répercussions sociales de la mondialisation*, qui a été par la suite traduit en six langues et qui en est maintenant à sa troisième édition en anglais.

81. À la conférence de Copenhague, l'Institut a parrainé une conférence internationale sur une nouvelle vision du développement social²¹, à laquelle ont participé plus de 1 000 personnes, un séminaire sur l'avenir de l'Etat providence²² tenu conjointement avec le Ministère danois des affaires

étrangères; et deux événements dans le cadre du Forum des ONG, y compris une table ronde sur les villes en crise et les réactions de la base et de la rue.

82. Au cours de la période écoulée depuis le Sommet, l'Institut a organisé deux grandes conférences publiques à Genève, programmées pour coïncider avec les réunions européennes du Conseil économique et social. La première (Après le Sommet social : Mise en oeuvre du programme d'action) s'est tenue au Palais des Nations le 4 juillet 1995 et la deuxième (Faire progresser l'agenda social : deux ans après Copenhague) les 9 et 10 juillet 1997²³.

83. Lors de ces deux conférences de suivi, l'Institut a essayé d'encourager l'échange d'informations à jour sur les principales initiatives prises par les gouvernements, les organismes internationaux et les organisations de la société civile pour favoriser la mise en oeuvre du Programme d'action du Sommet. Lors de la deuxième rencontre, un effort particulier a été fait pour mettre en évidence les approches prometteuses dans des domaines comme la mobilisation des ressources pour le développement social; les enseignements à tirer des efforts menés avec succès pour fournir des services sociaux universels; la promotion de l'harmonie dans les sociétés multiethniques; les moyens d'apaiser les haines dans les pays déchirés par la guerre civile et la mise au point d'approches communautaires face aux problèmes sociaux et urbains.

84. Les débats tenus sur ces questions lors de la réunion de juin 1997 ont fait clairement ressortir que si certaines initiatives conduisent bien à des résultats positifs aux niveaux local et national, les réactions au niveau international ne sont pas suffisantes pour qu'un véritable élan soit imprimé au niveau mondial. La libéralisation économique mondiale pose de graves problèmes à ceux qui oeuvrent à la réduction du chômage et de la pauvreté et à la promotion de la solidarité sociale. Face à un environnement économique souvent défavorable, les ONG doivent trouver les meilleurs moyens de faire progresser leurs propres programmes d'action. Si elles cherchent à développer ou à accélérer leurs efforts, elles risquent de se transformer en grandes institutions bureaucratiques, avec tous les problèmes correspondants de transparence et d'efficacité. Si elles nouent des partenariats avec des institutions financières internationales, elles risquent de perdre leur identité. Pourtant, si elles ne se limitent qu'à des initiatives locales ou régionales et refusent d'importantes ressources extérieures, leurs efforts resteront au mieux fragmentés et vraisemblablement sans grand effet.

85. Nombre de participants ont estimé que les organisations oeuvrant en faveur d'un large développement social doivent améliorer leur capacité de proposer et soutenir des politiques économiques propre à réduire les coûts pour la société. Il faut pour cela qu'elles se familiarisent avec des domaines qui sont (pour la plupart d'entre elles) nouveaux et complexes et, dans le cas des ONG internationales, qu'elles apprennent comment s'associer en tant qu'acteurs crédibles indépendants avec des organismes internationaux travaillant généralement en dehors de leur sphère traditionnelle d'intérêt, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Groupe des Sept et les groupements commerciaux sous-régionaux. Elles doivent aussi s'efforcer de revitaliser le Conseil économique et social et la Commission du développement social - organismes qui ont pour obligation de jouer un rôle majeur dans le suivi du Sommet.

86. Dans le même temps, les participants à la conférence sont convenus que le renforcement des possibilités offertes aux organisations de la société civile d'interagir avec des institutions intergouvernementales dépendait de façon cruciale de l'aptitude à assurer en temps voulu l'accès à leurs propres négociateurs au sein du gouvernement. Cela pourrait, en dernière analyse, être beaucoup plus efficace qu'une accréditation en masse auprès des grandes organisations internationales; en fait, la tendance à une expansion illimitée de l'accès des organisations de la société civile nationales ou locales aux institutions intergouvernementales pourrait affaiblir la légitimité et l'efficacité propres de ces organisations. Entre autres, on peut craindre que les efforts faits pour préserver et développer la réactivité des gouvernements ne soient affaiblis si l'on en venait à supposer que les processus de sélection des organisations de la société civile dans les organisations internationales s'assimilent aux élections générales et démocratiques qui ont lieu dans le cadre des différents pays.

87. Au cours de la période qui précèdera l'examen par l'Organisation des Nations Unies de la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social en 2000 (Initiative "Copenhague plus cinq"), l'Institut prévoit d'autres possibilités d'examen et d'analyse de ces questions.

2. Recherches, échanges et action sur le développement social en Afrique subsaharienne

88. Ce projet vise à soutenir les efforts faits par les ONG en Afrique subsaharienne francophone pour faire en sorte que les Recommandations du Sommet social soient intégrées dans l'élaboration et la mise en oeuvre des plans nationaux du développement social. Le programme de recherche comporte deux aspects essentiels : la mise au point de directives pour l'identification et la mesure du développement social et l'examen des interactions entre les acteurs publics centraux et les groupes de la société civile participant au développement social afin d'encourager leur collaboration.

89. En raison de la difficile situation politique de plusieurs pays participants d'Afrique centrale, un programme de travail modifié a été élaboré qui concernait la préparation d'éléments de réflexion par de petites équipes de recherche des ONG au Cameroun et au Gabon. Des projets de rapport ont été soumis en décembre 1997 sur les relations des ONG avec leurs partenaires sociaux au Cameroun et sur les facteurs déterminants de la pauvreté au Gabon²⁴.

90. En Afrique de l'Ouest, les travaux ont progressé sur un programme mis au point lors du séminaire régional de mars 1997. Deux thèmes prioritaires ont été identifiés lors de cette réunion - l'élaboration de modalités pour une collaboration efficace autour d'objectifs de développement sociaux définis conjointement, notamment des arrangements contractuels établissant une nette division des responsabilités et des effectifs; et mise au point d'outils adaptés pour mesurer le progrès du développement social, en particulier dans les établissements urbains. Comme suite à cette réunion, plusieurs documents méthodologiques et directives ont été établis par le coordonnateur du projet et distribués au Groupe de travail afin de permettre un meilleur ciblage des recherches²⁵. Un document de réflexion sur l'intégration des migrants à Dakar et Bamako a aussi été préparé par le Groupe de travail de l'Afrique de l'Ouest²⁶.

3. Points de vue des collectivités sur la direction des affaires urbaines

91. Ce projet vise à mettre en évidence les possibilités et les contraintes en matière de collaboration entre les organisations bénévoles/communautaires et les collectivités locales dans la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation de politiques sociales et économiques au niveau local. Co-parrainé par les Volontaires des Nations Unies (VNU), le programme a été lancé à la fin de 1995 pour donner suite au Sommet mondial pour le développement social. Depuis lors, 20 études de cas ont été réalisées à Chicago (Etats-Unis), Johannesburg (Afrique du Sud), Lima (Pérou), Mumbai (Inde) et São Paulo (Brésil), et des recherches parallèles ont été menées à St Louis (Etats-Unis), Ho Chi Minh-Ville (Viet Nam) et Jinja (Ouganda). Une autre série de brèves études de cas dans six villes chinoises a été menée en 1997, en préparation du séminaire de l'Institut intitulé "Comparaison des points de vue sur la gestion décentralisée des affaires publiques à l'heure de la mondialisation", qui s'est tenu à Shanghai en octobre 1997.

92. L'objectif de la réunion de Shanghai était double : diffuser les résultats des études réalisées antérieurement dans le cadre du projet et mieux comprendre comment les villes chinoises s'efforcent de faire face aux difficultés et aux tensions engendrées par les migrations rapides des zones rurales vers les zones urbaines et aux autres effets aggravant de l'approfondissement des réformes économiques et administratives. La réunion a rassemblé des urbanistes, des responsables et des universitaires de six villes chinoises de petite, moyenne et grande taille, des chercheurs participant au projet parrainé par l'Institut et les VNU ainsi que des observateurs de fondations, d'ONG internationales et d'organismes de développement multilatéraux pendant trois jours de débats et de visites des sites. Les participants ont cherché à déterminer la mesure dans laquelle les villes chinoises avaient commencé de répondre aux pressions s'exerçant sur les infrastructures physiques et sociales en offrant de nouvelles possibilités de participation aux processus de décision et également à apprécier la mesure dans laquelle ces modifications avaient commencé d'influer sur les conditions de vie et de travail des résidents.

93. Le troisième jour de la réunion, les participants ont réfléchi à la situation de la participation à la planification et à la prise de décision dans les villes chinoises et aux perspectives d'évolution dans ce domaine. Presque tous sont convenus que le simple fait d'informer les résidents des plans et de réaliser des enquêtes d'opinion n'assuraient pas la participation. Les résidents devaient avoir un rôle actif dans l'élaboration des décisions et la mise en oeuvre des politiques, par l'intermédiaire soit de comités de voisinage, soit de comités de rue, soit d'organismes constitués. Les participants ont estimé qu'il serait utile de faire une expérience pilote de la mise en oeuvre de certaines des techniques de participation utilisées par les villes d'autres pays et en particulier de comprendre le rôle que peuvent jouer les ONG dans le renforcement de la capacité des groupes communautaires et des collectivités locales d'entreprendre des initiatives de développement communautaire de bas en haut. Ils ont aussi reconnu l'importance de l'institutionnalisation de la participation à la planification grâce à l'incorporation des mécanismes juridiques adaptés dans les lois sur la planification.

/...

94. Un rapport (en chinois) de la réunion a été établi et distribué et des discussions sont en cours avec des fondations, des universitaires chinois et des responsables gouvernementaux pour décider de la façon la plus adaptée de réaliser de nouvelles recherches sur la participation de la population à la direction des affaires urbaines en Chine²⁷.

95. Un document résumant les études de cas et les dialogues engagés au niveau local dans le cadre du projet entrepris à Chicago a été publié sous la forme d'un Discussion Paper de l'Institut et un autre document concernant le projet de Lima est à paraître²⁸.

Publications et diffusion

A. Publications

96. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social publie des ouvrages, des monographies, des documents analytiques (Discussion Papers), des documents spéciaux et des lettres d'information. Les accords de copublication avec des maisons d'édition commerciales donnent la possibilité de s'adresser à une large audience grâce à des ouvrages produits de façon professionnelle. Les publications produites au niveau interne donnent davantage de souplesse quant à la présentation, au prix et aux politiques de distribution. Durant l'exercice biennal 1997-1998, quatorze ouvrages ont été copubliés avec des maisons d'édition commerciales ou universitaires et trois monographies ont été imprimées par l'UNRISD. En outre, l'Institut a publié dix-sept Discussion Papers et huit documents spéciaux. UNRISD Infos paraît deux fois par an en anglais, en français et en espagnol. Deux projets de bulletin (FOCUS on Integrating Gender into the Politics of Development et The Challenge of Peace) ont aussi été distribués.

97. Le rapport de l'UNRISD pour le Sommet mondial pour le développement social, intitulé Etat de désarroi : les répercussions sociales de la mondialisation, a été publié initialement en 1995 en anglais, en français et en espagnol. En 1997-1998, il a été traduit en arabe, en chinois, en coréen et en russe et distribué par des maisons d'édition dans les régions parlant ces langues. La version anglaise de cet ouvrage en est aujourd'hui à son troisième tirage.

B. Diffusion

98. L'UNRISD utilise notamment comme moyen de diffusion les conférences et les séminaires, les moyens d'information spécialisés et les moyens d'information de masse, les accords directs de distribution et de publipostage. En outre, un effort particulier a été fait au cours de l'exercice biennal passé pour atteindre un public plus large et plus diversifié grâce à la reconception et à l'amélioration du site de l'Institut sur le World Wide Web (<http://www.unrisd.org>).

99. UNRISD ON-LINE est maintenant divisé en sept grandes sections. A propos contient des réponses à une liste de questions fréquemment posées, donne à l'utilisateur un bref aperçu de l'historique de l'Institut et décrit les

/...

méthodes de recherche particulières de l'Institut. Le *Programme de recherche* donne une vue d'ensemble de tous les projets de recherche actuels et récents. Cette section permet aussi d'accéder à des versions en ligne des trois derniers rapports annuels d'activité de l'Institut. *Conférences globales* est consacré aux conférences organisées par l'Institut sur les questions de développement social. À l'avenir, cet espace sera utilisé pour promouvoir et faire connaître plus efficacement ces réunions. *Publications* présente un catalogue révisé et réorganisé des publications, donne un accès facile à une liste alphabétique des publications en ligne ainsi qu'aux numéros 13 à 17 d'UNRISD Infos. Dans *Conseils Politiques* figurent des documents présentant un intérêt particulier pour les responsables et les autres personnes cherchant des informations brèves sur les problèmes de développement social. *Points de Vue* contient des articles de réflexion signés sur les problèmes de développement social, paraissant dans *UNRISD Infos*. *Salle de presse* contient des communiqués de presse récents, des recueils choisis de publications de l'UNRISD et d'articles sur les travaux de l'Institut.

100. Etant donné qu'un grand nombre des personnes s'intéressant aux recherches de l'Institut viennent du monde en développement, reste à résoudre la question de savoir comment les régions qui sont encore dans une large mesure "non connectées" peuvent atteindre le réseau. En mars 1998, les consultations du site se sont réparties de la manière suivante : 60 pour cent pour l'Amérique du Nord; 13 pour cent pour l'Europe occidentale; 10 pour cent pour l'Asie; 3 pour cent pour les diverses organisations (sans précision de région ou de pays); 3 pour cent pour l'Amérique latine; 2 pour cent pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande; 0,4 pour cent pour l'Afrique; 0,3 pour cent pour l'Europe de l'Est; 0,2 pour cent pour le Moyen orient. Pour remédier en partie à ce problème, le nouveau site a été copié à partir du Web et mis à la disposition par courrier électronique des personnes ayant accès à un système de navigation Internet. Il sera d'ici peu disponible sur disquette pour ceux qui n'ont pas de courrier électronique.

101. Fin 1998, 73 documents dans leur intégralité (Discussion Papers et documents spéciaux, rapports de conférence et lettres d'information) ont été postés sur le site Web de l'Institut et ont pu être téléchargés sans autorisation d'utilisation par les lecteurs intéressés. En outre, le site Web du programme de l'Institut sur les technologies de l'information et le développement social contenait sept documents dans leur intégralité alors que le site du projet sur les sociétés déchirées par la guerre en contenait six.

102. La diffusion par le courrier s'appuie sur une liste de distribution de l'Institut contenant environ 9 000 noms, dont la moitié dans les pays en développement. Presque toutes les entrées dans cette liste reçoivent UNRISD Infos gratuitement. Environ 400 d'entre elles reçoivent aussi automatiquement les Discussions Papers, les documents spéciaux et les rapports de conférence. L'Institut a passé des accords d'échange avec 95 instituts, magazines et organisations de par le monde. En outre, il reçoit environ 20 à 25 demandes d'informations et de publications chaque jour d'ONG, d'instituts de recherche, de ministères, d'étudiants, d'universités et de bibliothèques.

103. Un accord général a été conclu en 1998 afin de faire figurer les publications de l'Institut dans la base de données bibliographiques bien connue,

/...

Public Affairs Information Service (PAIS). Les publications de l'UNRISD continuent aussi d'être utilisées régulièrement pour des cours universitaires et pour des cours de formation dans des établissements de par le monde. Elles sont mises en exposition lors de conférences scientifiques internationales, de rencontres d'ONG, de foires aux livres, de séminaires nationaux et d'ateliers. En outre, des communiqués de presse sur chaque publication sont distribués à environ 300 médias.

Conseils et consultations

104. En marge de leurs activités permanentes de recherche et d'administration, les fonctionnaires de l'UNRISD sont de plus en plus souvent amenés à travailler à titre de conseillers ou de consultants pour des organismes des Nations Unies, des organisations bilatérales et multilatérales, des gouvernements, des ONG, des instituts de recherche et des universités. Ces missions donnent à l'Institut la possibilité de contribuer concrètement à la réflexion et aux programmes d'autres entités et institutions. Elles offrent par ailleurs au personnel de l'Institut l'occasion d'échanger des idées mais aussi de multiplier ses contacts, de trouver des chercheurs éventuels et d'explorer de nouvelles sources de financement. Au cours de la période 1997-1998, l'Institut a fourni des conseils au Programme de l'ONU sur le HIV/AIDS, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au PNUD, à l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au Haut-Commissariat pour les réfugiés, au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à l'Organisation mondiale de la santé, à l'Agence canadienne de développement international, au FIDA, au Ministère suédois des affaires étrangères, au Conseil australien de recherche, à la Fondation scientifique nationale suisse, à l'Initiative pour l'étude concertée de l'ajustement structurel de la Banque Mondiale, au Secrétariat du Commonwealth, au Fonds mondial pour la nature et à Transparency International, entre autres.

105. A la fin du printemps 1997, le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies a demandé à l'UNRISD d'entreprendre une étude des rapports sociaux phares de l'Organisation des Nations Unies, notamment le Rapport sur la situation sociale dans le monde; le World population Monitoring Report; l'Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement; Les femmes dans le monde : tendances et statistiques; le Rapport sur l'état de la population mondiale; le Rapport sur la situation des réfugiés dans le monde; le Rapport sur la situation des enfants dans le monde et le Rapport sur le développement humain.

106. Il a été demandé à l'UNRISD d'analyser les objectifs des différents rapports, d'identifier leur audience cible, d'examiner la valeur ajoutée de chacun d'entre eux, d'évaluer les chevauchements et les incohérences et de proposer des changements dans leur conception. L'examen d'ensemble a été soumis au Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales en décembre 1997.

Programme de stagiaires

107. Le programme de stagiaires donne à un nombre limité de diplômés de haut niveau de tous les pays du monde la possibilité d'acquérir une expérience précieuse dans un institut international de recherche. Les stagiaires sont

/...

sélectionnés sur la base de leur dossier universitaire ainsi que de leur intérêt et doivent être fortement recommandés par l'université. Les étudiants choisis pour des stages non rémunérés passent un minimum de deux mois à l'UNRISD et aident les coordonnateurs des projets à mettre au point des propositions, à établir des bibliographies annotées, à organiser des séminaires de recherche, à traduire la correspondance et à réaliser diverses tâches au Centre de références.

108. Au cours de la période 1997-1998, des étudiants d'Argentine, du Bangladesh, du Bénin, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de l'Italie, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Kenya, du Pakistan, du Pérou, du Royaume-Uni et de la Suisse ainsi que de l'ex-Yougoslavie ont participé à ce programme. Un petit nombre de stagiaires ont continué de contribuer aux activités de l'Institut en tant qu'assistants de recherche à plein temps une fois leur stage terminé.

Situation financière

109. Bien qu'il fasse partie du système des Nations Unies, l'Institut compte uniquement sur les contributions volontaires des gouvernements, des organismes internationaux de développement et des fondations pour financer toutes ses activités. En 1997-1998, l'essentiel des financements de l'Institut sont venus du Danemark, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse. Trente six organismes bilatéraux et multilatéraux et des fondations ont soutenu le programme de recherche de l'Institut.

110. Les dépenses de l'Institut ont augmenté de 6,4 pour cent en 1997 par rapport à la période précédente et devraient s'accroître de nouveau de 6 pour cent en 1998, atteignant au total 5,36 millions de dollars. Comme suite à une évaluation favorable de l'Institut par les pays nordiques en 1997, la Suède a renouvelé sa subvention sur trois ans. Le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et la Norvège ont accru considérablement leurs contributions centrales en 1998.

Notes

¹ Rapport de la Conférence internationale de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur la mondialisation et la citoyenneté, Genève (UNRISD, Genève), septembre 1997.

² Alastair Davidson et Kathleen Weekley (eds.). Globalization and Citizenship in the Asia-Pacific Region. Macmillan, Londres (à paraître).

³ Paula Uimonen, "Cultural Encounters in Cyberspace", document présenté à la Conférence virtuelle de l'UIT sur l'Asia Internet Forum: Cultural Identity, 9-20 mars 1998; et Paula Uimonen, "Addressing the Social Needs of the Digital Future", document publié dans les Proceedings of Telecom Inter@active (Genève, UIT, septembre 1997).

⁴ Paula Uimonen, "Addressing the Information Gap", dans OnTheInternet, le magazine de l'Internet Society, novembre 1997.

⁵ Jocelyn Kynch, "Provisioners and Reproducers : Gender Roles and Nutritional Outcomes in a North Indian Village", document non publié, mars 1998.

⁶ Cecile Jackson et Richard Palmer-Jones, "Work Intensity, Gender and Well-being", document non publié, mars 1998.

⁷ Ruhi Saith et Barbara Harris-White, "Gender Sensitivity of Well-being Indicators", document non publié, mars 1998.

⁸ Matthew Lockwood et Ann Whitehead, "Rescuing Gender from the Poverty Gap: World Bank Poverty Assessments and Gender", document non publié, avril 1998.

⁹ Jayati Ghosh, "Assessing Poverty Alleviation Strategies for their Impact on Women: A Study with Special Reference to India", document non publié, janvier 1998; Cecile Jackson et Richard Palmer-Jones, "Work Intensity, Gender and Well-being", document non publié, mars 1998; Matthew Lockwood et Ann Whitehead, "Rescuing Gender from the Poverty Gap: World Bank Poverty Assessments and Gender", document non publié, avril 1998; Shahra Razavi, "Gendered Poverty et Social Change: An Issues Paper"; Ruhi Saith et Barbara Harris-White, "Gender Sensitivity of Well-Being Indicators", document non publié, mars 1998; Cherryl Walker, "Land Reform and Gender in Post-Apartheid South Africa", document non publié, mars 1998.

¹⁰ Yusuf Bangura, "Democratization, Equity and Stability: African Politics and Societies in the 1990s, Discussion Paper no. 93", mai 1998. Cette analyse paraîtra aussi sous la forme d'un chapitre dans Dharam Ghai (ed.), Renewing Economic and Social Progress in Africa, Macmillan (à paraître).

¹¹ Voir Shahra Razavi et Carol Miller, Gender Mainstreaming : A Study of Efforts by the UNDP, The World Bank and the ILO to Institutionalize Gender Issues, document spécial no. 4, août 1995 et Carol Miller et Shahra Razavi, Missionaries and Mandarins : Feminist Engagement with Development Institutions, Intermediate Technology Publications, Londres, 1998.

¹² Projet sur les sociétés déchirées par la guerre, WSP-Guatemala, "Decentralization of Decision-Making within the State", document non publié, septembre 1997; WSP-Guatemala, "Action Plan for Tax Policy", document non publié, septembre 1997; WSP-Guatemala, "Action Plan for Rural Development", document non publié, novembre 1997 ; WSP-Guatemala, "Proposal for Action in the Field of Public Security and Citizen's Participation", document non publié, novembre 1997, et WSP-Guatemala, "Constitutional Reforms Related to the Agreement on the Identity and Rights of Indigenous People", document non publié, août 1997.

¹³ WSP-Guatemala, Guatemala, "La Construcción de la Paz", document non publié, mars 1998.

¹⁴ WSP-Programme pour la Somalie, "North-East Somalia Regional Reports: Bari Region, Nugaal Region, North Mudug Region", document non publié, décembre 1997.

¹⁵ Gilles Carbonnier, "Conflict, Postwar Rebuilding and the Economy: A Review of the Literature", document spécial no. 2, projet concernant les sociétés déchirées par la guerre, mars 1998; Brigitte Sørensen, "Women and Post-Conflict Reconstruction: Issues and Sources", document spécial no. 3, WSP, juin 1998.

¹⁶ WSP, The Challenge of Peace, vol. 5, juillet 1997; Research Update, no. 5, octobre 1997.

¹⁷ Le rapport final de l'étude sur la vulnérabilité psycho-sociale a été publié en 1997. Voir Jo Boyden et Sara Gibbs, Children of War: Responses to Psycho-Social Distress in Cambodia, UNRISD/INTRAC, Genève.

¹⁸ K.A.S Murshid, "The Status of Food Security", projet établi pour la Conférence sur la sécurité alimentaire en zones rurales (CDRI/UNRISD), 7-8 octobre 1997, Phnom Penh, document non publié, CDRI; et John P. McAndrew, "Interdependence in Household Livelihood Strategies in Two Cambodian Villages", projet établi pour la Conférence sur la sécurité alimentaire en zones rurales, 7-8 octobre 1997, Phnom Penh, document non publié, CDRI.

¹⁹ Grant Curtis, Cambodia Reborn? The Transition to Democracy and Development, Brookings Institution Press/UNRISD, à paraître en 1999.

²⁰ La violence ethnique, la résolution des conflits et le pluralisme culturel, Rapport établi à l'intention du Séminaire international organisé par l'UNRISD et le PNUD sur la diversité ethnique et les politiques gouvernementales (New York, 17-19 août 1994), Institut de recherche pour le développement social, Genève, février 1995, et Ajustement, globalisation et développement social, Rapport du Séminaire de l'Institut de recherche pour le développement social et du PNUD sur la restructuration économique et la politique sociale (New York, 11-13 janvier 1995), Genève, février 1995.

²¹ Cynthia Hewitt de Alcantara (ed.), Social Futures, Global Visions, Blackwell/UNRISD, Londres, 1996.

²² Gosta Esping-Andersen (ed.), Welfare States in Transition: National Adaptations in Global Economies, Sage/UNRISD, Londres, 1996.

²³ Après le Sommet social : Mise en oeuvre du programme d'action. Rapport du Séminaire de l'Institut pour le développement social à Genève, 4 juillet 1994, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, septembre 1995; et Faire progresser l'agenda social : deux ans après Copenhague. Rapport sur la réunion publique de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 9 et 10 juillet 1997, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, novembre 1997.

²⁴ Groupe de travail pour le Cameroun, Enquête, réflexions et propositions sur les relations entre les ONG et leurs partenaires, document non publié, 1997, et Groupe de travail pour le Gabon, Réflexion sur la pauvreté au Gabon à partir de l'enquête budget consommation, document non publié, 1997.

²⁵ Parmi les documents méthodologiques, on peut citer : L'ingénierie socio-institutionnelle urbaine (ISU) dans le développement local urbain (DLU), document non publié, 1997; Cadre et cheminement opérationnel des programmes et projets, document non publié, 1997; et Outil de diagnostic organisationnel des organisations populaires et des ONG, document non publié, 1997.

²⁶ Groupe de travail de l'Afrique de l'Ouest. Réflexion à partir des enquêtes sur l'insertion des migrants à Dakar, document non publié, 1997.

²⁷ Quanqiuhua de Shijiezhong Jinxing Fenquan Guihuaguanli de Zhanwang : Guoji Taolunhui Zongjie Baogao, document non publié, février 1998.

²⁸ David C. Ranney, Patricia A. Wright et Tingwei Zhang, "Citizens, Local Government and the Development of Chicago's Near South Side", Discussion Paper N°90, novembre 1997. Jaime Joseph, "Organizaciones comunitarias de base y gobiernos locales en Lima", Pérou, à paraître.
